

# LE TEMPS

---

opinions Vendredi 25 avril 2014

## Face aux tensions, relancer une Europe inachevée

Par Antoine Jaulmes

L'invasion de la Crimée révèle l'accumulation des tensions interethniques en Europe. Et si la réponse passait par une relance du projet de paix européen, avec une attention particulière pour le règlement concret des questions d'identité culturelle et ethnique, se demande Antoine Jaulmes, président de la Fondation suisse CAUX-Initiatives et Changement

Comment sommes-nous passés si vite d'une situation pacifique à une crise digne des années 1930? Eblouis par la réconciliation franco-allemande, enfermés dans les complexités de la gestion communautaire et accaparés par les questions économiques, les dirigeants de l'Europe ont voulu croire l'Europe en paix alors que bien des plaies résultant des nombreux conflits historiques intra-européens continuaient à suppurer: Irlande du Nord, Chypre, ex-Yougoslavie, Caucase, opposition gréco-turque, minorités hongroises en Europe centrale, minorités russes...

Avec 30 confrontations armées depuis 25 ans, l'Europe s'avère très fertile en conflits interethniques! Analysant cela en novembre 2008, le journaliste de The Economist John Peet annonçait très exactement la crise actuelle en Crimée... Indifférente, l'Europe aurait-elle perdu son fil conducteur?

L'objectif de la construction européenne est clairement défini dans la déclaration Schuman du 9 mai 1950: c'est la paix du monde, qui exigera un «effort créateur» à la mesure du défi pour ne pas répéter l'échec des années 1930. Elle précise en outre que la future communauté a vocation à être ouverte sur monde entier «pour contribuer au relèvement du niveau de vie et au développement des œuvres de paix» et qu'une «Haute Autorité» supranationale établira les bases de la «Fédération européenne». Ce texte qui met l'économie au service de la paix constitue le fondement indiscutable de l'unification européenne – la date du 9 mai n'a pas été choisie par hasard comme fête de l'Europe, mais faute de lien avec cette source de l'élan européen, l'adhésion des cœurs est en panne. Pire encore, le projet européen ne répond plus aux nombreuses divisions et rivalités qui subsistent en Europe.

Malgré les ravages commis au nom du nationalisme, alors que l'idée européenne semblait y apporter la réponse du cœur et de l'esprit, un nationalisme 2.0 émerge: l'ethnisme, qui fait appel à ce qui unit les peuples sous l'angle purement culturel et tribal, ou communautariste. Voilà qui menace d'éclatement plusieurs Etats européens: Ukraine, Belgique, Espagne, Royaume-Uni, pays Baltes, Moldavie, Roumanie, Slovaquie, Bosnie... Mais jusqu'où émettre les nations? Combien de nettoyages ethniques accepter pour faire concorder les frontières et les cultures? Quid des prétentions potentielles des Etats dont l'aire culturelle déborde les frontières? Face à ce non-sens, l'Europe doit redresser la tête.

Certes on parle beaucoup de déficit démocratique européen, mais ces Européens qu'on dit sceptiques ont-ils été nourris de ces faits historiques qui ont fait de l'Europe un grand ensemble de civilisations cousines, puis un vaste champ de bataille et finalement un continent à la recherche de son unité? Ont-

ils été nourris de la vision européenne? Que dire par exemple du texte officiel lu devant les enfants des écoles de France lors de la dernière commémoration du 8 mai 1945, qui mettait toutes les atrocités au compte des Allemands et qui revendiquait les faits d'armes et la «victoire» des Alliés? N'aurait-il pas fallu rappeler le coût exorbitant du conflit en vies humaines et ce refus de la fatalité de la guerre qui a fondé l'Europe? Ces questions devraient faire l'objet d'une politique européenne déclinée par tous les Etats. Mais la paix passe par la justice et donc par le respect des droits des minorités ethniques. Comment faire?

On peut y parvenir au travers d'une démarche négociée. L'ONG dont je préside la branche suisse a par exemple été impliquée dans la résolution du conflit entre l'Italie et les autonomistes germanophones du Haut-Adige (ou Tyrol du Sud pour les germanophones). Il y eut au total 361 attentats à la bombe entre 1956 et 1968! Mais aujourd'hui la région fait figure de modèle - à tel point que le grand public ne se doute pas qu'elle a été une sorte d'Irlande du Nord. Entre-temps, les idées préconçues, les blessures du passé et les contentieux socio-culturels avaient été traités sous la conduite des leaders des deux communautés, Armando Bertorelle et Silvius Magnago, qui avaient développé une relation de confiance. En 1971, les parlements italien et autrichien entérinaient le statut d'autonomie du Haut-Adige germanophone au sein de la République italienne, créant un précédent dont l'intérêt a été souvent souligné. En 2007, le chancelier autrichien Alfred Gusenbauer, médiateur du conflit serbo-kosovar, proposa d'appliquer ce modèle à la partie nord du Kosovo où résidaient de nombreux Serbes. Il ne fut hélas pas écouté et la pression américaine arracha l'ensemble du Kosovo à la Serbie en humiliant les Russes. Ceux-ci rappellent à présent cette indépendance unilatérale à l'appui de leurs projets en Abkhazie et en Crimée, démontrant a contrario ce qui aurait été la seule voie raisonnable: la négociation patiente d'une autonomie régionale dans le respect des principes démocratiques.

Affirmer une identité européenne fondée sur un projet de paix entre les nations, développer notre capacité à régler les différends interethniques européens dans un cadre institutionnel adapté, telles sont les deux priorités que doivent aujourd'hui se fixer les femmes et hommes politiques européens afin de résoudre les crises actuelles et de rallier un nouveau soutien populaire.

**LE TEMPS** © 2014 Le Temps SA